



Les formes associatives de production agricole en Argentine et en Uruguay : entre territoire et réseau ?

Martine Guibert

► To cite this version:

Martine Guibert. Les formes associatives de production agricole en Argentine et en Uruguay : entre territoire et réseau ?. Études rurales, 2013. hal-01897460

HAL Id: hal-01897460

<https://univ-tlse2.hal.science/hal-01897460>

Submitted on 17 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES FORMES ASSOCIATIVES DE PRODUCTION AGRICOLE EN ARGENTINE ET EN URUGUAY : ENTRE TERRITOIRE ET RÉSEAU ?

Martine Guibert

Editions de l'E.H.E.S.S. | *Etudes rurales*

**2013/1 - n°191
pages 77 à 90**

ISSN 0014-2182

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-etudes-rurales-2013-1-page-77.htm>

Pour citer cet article :

Guibert Martine, « Les formes associatives de production agricole en argentine et en Uruguay : entre territoire et réseau ? »,
Etudes rurales, 2013/1 n°191, p. 77-90.

Distribution électronique Cairn.info pour Editions de l'E.H.E.S.S..

© Editions de l'E.H.E.S.S.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES FORMES ASSOCIATIVES DE PRODUCTION AGRICOLE EN ARGENTINE ET EN URUGUAY : ENTRE TERRITOIRE ET RÉSEAU ?

Martine Guibert

DANS LES ESPACES AGRICOLES des pays du Cône sud-américain (Argentine et Uruguay notamment), depuis les années 1990, de nouveaux modes d'organisation de la production sont adoptés aussi bien par les producteurs déjà présents dans le secteur que par les acteurs récemment impliqués¹. De manière souvent complémentaire, à côté des formes habituelles où le producteur familial (doté de capital) ou entrepreneurial travaille son exploitation en utilisant ses ressources ou en recourant au fermage ou à l'emprunt bancaire, et ce dans le cadre de relations étroites avec les autres intervenants de la filière (coopératives, organismes stockeurs, entreprises de travaux agricoles, industries de transformation), il existe des formes originales de type associatif qui consistent à réunir les actifs nécessaires à la production et à rechercher une rentabilité de court terme.

Le travail de terrain, mené en 2011 et 2012 dans la Pampa argentine et sur ses marges, ainsi que dans l'Ouest uruguayen, permet d'identifier une organisation réticulaire qui unit par contrat (parfois tacitement) les possédants de chaque actif (au sens de facteurs

de production) et qui, ce faisant, dessine des structures de production avec des unités parfois très éloignées les unes des autres. Le comportement de ces gestionnaires d'actifs est dès lors différent : au-delà de leur façon originale de produire (ou de faire produire) en agriculture, ils n'envisagent pas le métier et le secteur agricole de la même manière (les temporalités et les spatialités sont autres) et n'ont pas la même relation au foncier et à l'espace local (territorialité et ancrage plus volatils). Du fait de leurs liens étroits avec les centres urbains (bourgs, grande ville) où ils prennent les décisions et réunissent l'ensemble des informations, ces acteurs définissent une organisation en réseau de leurs affaires, qui débouche sur un dialogue territoire-réseau et local-global renouvelé et complexe.

Après une première partie consacrée à la caractérisation de ces formes associatives de production, la deuxième partie permettra de présenter une typologie. La troisième partie invitera à réfléchir sur la dimension spatiale de l'agriculture dite en réseau, en interrogeant les notions de « territorialisation » et « déterritorialisation », de la « distance » et du « local »².

1. Ce texte est une version remaniée d'une communication présentée et discutée lors du Congrès de la LASA (Latin American Studies Association) qui s'est tenu à San Francisco du 24 au 26 mai 2012.

2. Cette réflexion entre dans le cadre des programmes ANR Agrifirme (2011-2013), ECOS Argentine « Transformations des systèmes d'innovation agricole et essor des opérateurs privés de recherche et développement » (2012-2014) et « Cambios productivos y organizacionales en el sector agropecuario en la Provincia de Entre Ríos » (2012).

S'associer et gérer des actifs

LE SAUT TECHNOLOGIQUE

La production agricole met en relation des acteurs socioéconomiques divers et des espaces locaux qui sont à la fois supports et sujets de l'activité, celle-ci consistant à obtenir des matières premières végétales et animales en vue de leur transformation en biens alimentaires.

Dans le cas des producteurs familiaux dotés de capital et des producteurs entrepreneuriaux, l'activité relève de modalités assez bien connues. Ces producteurs disposent directement des ressources nécessaires : terres en quantité suffisante, avec des terres louées si nécessaire et si possible ; capital propre, avec prêt bancaire si besoin ; machines agricoles et infrastructures (silos, hangars), avec sous-traitance de tâches spécifiques et ponctuelles (moisson notamment). Ils emploient souvent un ou plusieurs salariés (en plus du travail familial) et sont en relation étroite avec les fournisseurs et les structures de transformation et de commercialisation.

Du fait de ces logiques d'intégration et de leur rôle de fournisseurs de matières premières, ces producteurs incarnent le maillon central des complexes agroalimentaires et des activités d'agrobusiness [Goldberg 1968 ; Bisang, Anlló et Campi 2009 ; Rastoin et Gherzi 2010]³. Toutefois ils ne représentent pas le maillon primordial de la coordination et de la régulation de la filière. La gouvernance est le fait d'acteurs en aval qui génèrent et captent une grande partie de la valeur ajoutée et diffusent des normes de standardisation dans un contexte de mondialisation des procédures et des réglementations⁴.

Ces producteurs familiaux et entrepreneuriaux décident de la stratégie de développement de leur exploitation. La logique de maintien et d'agrandissement de leur unité de production est de type patrimonial, ce qui assure pérennité et indépendance, ou de type entrepreneurial, ce qui permet des « opportunités d'affaires » [Couderc *et al.* 2002]. Enfin, ces producteurs vivent sur le lieu de leur travail ou dans le bourg voisin [Elias 2003]. Leur ancrage territorial est significatif. Ils contribuent au tissu socioéconomique local (dépenses sur place, ce qui n'empêche pas de délocaliser une partie de leurs bénéfices dans le cas d'investissements, par exemple en milieu urbain).

À cette réalité sociale et économique s'ajoutent des formes de production plus difficiles à cerner. En ce qui concerne les pays du Bassin du Río de la Plata, la multiplication de ces formes moins connues est étroitement liée aux changements macroéconomiques des années 1980 et, surtout, des années 1990, qui instaurent des mesures d'ajustement structurel et de libéralisation des économies. Les secteurs agricoles de l'Argentine et de l'Uruguay s'inscrivent dès lors dans des contextes nationaux novateurs⁵.

3. Voir aussi *Économie et Sociétés* 10, 2011.

4. Voir dans Ève Anne Bühler, Martine Guibert et Denis Requier-Desjardins [2012] la reprise du concept de chaîne globale de valeur, généralisé par Gary Gereffi, John Humphrey et Timothy Sturgeon [2005].

5. Voir G. Gutman *et al.* [2006], S. Cloquell [2007], O. Barsky et J. Gelman [2009], C. Gras et V. Hernández eds. [2009], P. Arbeletche et G. Gutiérrez [2010], C. Gras et K. Bidasaca eds. [2010], et L. Reca, D. Lema et C. Flood eds. [2010].

Concomitants de l'ouverture commerciale, le développement massif des importations et l'accès plus facile aux intrants ont offert des perspectives d'innovation aux producteurs. La recherche de nouveautés technologiques et de rentabilité est surtout le fait de jeunes producteurs déjà formés, de producteurs appartenant à des groupes de formation (type Crea, groupes d'échanges d'expérience agricole) ou à des organisations interprofessionnelles (Aapresid, l'Association argentine des producteurs de semis), ou encore de producteurs qui sont la cible d'opérations spécifiques de diffusion.

Le semis direct (introduit en Argentine dès les années 1970 et généralisé dans les années 1990), les semences génétiquement modifiées et le glyphosate (dès 1995), la diversification des cultivars et l'utilisation croissante des fertilisants sont autant d'éléments qui simplifient l'itinéraire technique, optimisent les temps de production et permettent de rationaliser la gestion des exploitations, sachant que les nouveaux moyens de communication facilitent l'accès à l'information et à la connaissance, et aux outils commerciaux (bourses de commerce agricole) et financiers (loi de 1995 en Argentine sur les fidéicomis) [Herzog 2009]. Ces nouveaux moyens de communication assouplissent également les relations entre acteurs.

À la demande ferme et croissante de soja sur le marché international s'ajoute la capacité de cet oléo-protéagineux à être la culture clé d'assolements qui remplacent pâturages et espaces boisés ou naturels dans la Pampa humide argentine et sur ses marges (vers le nord, dans le Chaco ; vers l'est, en

Mésopotamie et sur le littoral uruguayen ; vers l'ouest, dans la région de Salta ; vers le sud-ouest, dans la Pampa sèche [Reborratti 2005 ; Guibert 2009b].

LE SAUT ORGANISATIONNEL

Après la crise de la fin des années 1990 et la dévaluation du peso argentin début 2002, les conditions macroéconomiques ont à nouveau évolué. L'incertitude financière (nationale et internationale) et la faible offre de financement par les banques ou par les coopératives se sont articulées à des préoccupations en termes de rentabilité (augmentation des coûts fixes) et d'échelle de production. Chaque ressource (terre, capital, travail, technologie) gérée séparément présentant des résultats peu satisfaisants, des acteurs ont adopté une conduite différente. Des formes pionnières sont apparues dès les années 1990 ou, peut-être même, dès les années 1970 [Posada et Martínez de Ibarreta 1998]. Nonobstant, le saut a eu lieu dans les années 2000 quand s'est répandue l'idée de différencier le rôle de chaque acteur intéressé par le projet productif : les facteurs de production ont alors été réunis afin d'améliorer les résultats aussi bien financiers qu'agronomiques [Piñeiro et Villareal 2005 ; Bisang, Anlló et Campi 2008 ; de Martinelli 2008 ; Bisang, Anlló et Campi 2010].

Dans les médias, mais également dans le monde agricole, on parle de « pools de culture », d'« entreprises de production agricole » ou d'« agriculture en réseau » pour désigner le regroupement, selon des formes juridiques spécifiques, de biens et de services appartenant à plusieurs acteurs, qu'ils soient

ou non du secteur agricole. L'association, très souvent, ne cherche pas à être propriétaire des actifs ; grâce au fidéicomis, entre autres instruments qui garantissent la sécurité juridique, sont articulées les terres louées (les propriétaires sont rentiers), le capital (détenu par des investisseurs), les travaux agricoles (assumés par les sous-traitants prestataires) et le conseil (proposé par l'ingénieur agronome). Souvent piloté par un agronome, le consortium contrôle l'information commerciale et gère avec minutie la rentabilité à court terme.

Dans le contexte actuel, les propriétaires du foncier ne sont pas ou plus en condition d'exercer l'activité de production du fait de la superficie insuffisante de leur exploitation, du manque de capital et de moyens technologiques. Ils préfèrent donc louer leurs terres, ce qui alimente un marché du foncier dynamisé par une forte demande et des loyers de bon niveau. Situation inédite : les locataires ont un poids économique plus important que le propriétaire du foncier, ce que Jean-Philippe Colin appelle la « tenure inversée » [2013]. Les propriétaires rentiers peuvent investir dans la partie de la propriété non louée ou dans des biens sur place. Sinon, ils délocalisent les bénéfices, investissant la rente à l'extérieur de l'espace local.

Les capitaux sont apportés par des investisseurs attirés par le dynamisme actuel du secteur agricole et qui n'ont pas confiance dans le système financier actuellement en crise : acteurs du secteur bancaire, fonds d'investissement nationaux et internationaux, acteurs locaux ou régionaux du secteur agricole ou non (notables, industriels, etc.).

Parfois le producteur, désormais loueur de terres, a du capital immobilisé dans du matériel agricole qu'il est nécessaire d'utiliser de façon intensive pour en amortir le coût. Il rejoint alors les *contratistas*, qui assurent les travaux agricoles tels que la récolte (moisson), les traitements (pulvérisations), la fertilisation et le semis. Ces prestataires de services sont les vecteurs de diffusion des dernières technologies auprès des producteurs peu équipés et des associations de production qui les emploient. À leur tour ces derniers profitent de leurs connaissances et de l'investissement en matériel qu'ils ont réalisé.

Une autre figure essentielle de l'association (et des autres formes de production agricole de type entrepreneurial) est celle de l'ingénieur agronome : fournisseur d'informations agronomiques, en relation étroite avec les entreprises (nationales et étrangères) d'intrants et de produits phytosanitaires, il peut avoir un magasin d'agrofourniture (*agronomía*), ce qui lui permet d'être conseiller-prescripteur. L'ingénieur agronome est ainsi l'acteur clé de l'entreprise de production agricole.

Celui qui est à la tête de l'association est chargé de développer une gestion fine et rigoureuse, avec des garanties juridiques, et qui tient compte des objectifs de chaque associé. En somme, il y a une mise en réseau d'acteurs détenteurs d'une ressource productive, de contrats (sécurité juridique) et d'espaces de production (parcelle, exploitation). Il y a une dissociation entre la propriété de la terre, la décision-gestion et l'acte productif. Autrement dit, le gestionnaire fait produire en agriculture, sachant que la façon de conduire les

actifs est plus déterminante que l'acte productif lui-même.

Plus globalement, que ce soit dans le cadre de ces formes associatives de gestion d'actifs ou dans le contexte d'acteurs qui travaillent leurs terres et du foncier loué, l'externalisation de la production (*out-sourcing*), courante dans l'industrie, est ici aussi de mise. La logique entrepreneuriale, voire la logique de management, dépasse l'ambition de simple amélioration de la productivité agronomique. La sous-traitance de la production permet finalement de se concentrer sur la rentabilité des actifs dans chaque unité de production vue comme un « centre de profit » à part entière.

Or, en Amérique du Sud, les expressions « pool de culture » et « agriculture en réseau » font référence à des situations diverses qu'il est intéressant de distinguer et de rapprocher d'autres types d'acteurs eux aussi lancés dans des stratégies entrepreneuriales ou de management, à mi-chemin entre agriculture conventionnelle et formes associatives.

Des formes entrepreneuriales renouvelées

Des publications récentes⁶ précisent les caractéristiques des acteurs des formes renouvelées de l'agriculture entrepreneuriale. Pour notre part, un terrain effectué en 2011 et 2012 aussi bien dans les espaces productifs centraux comme la Pampa que sur ses marges (au nord, dans la zone de transition avec le Chaco ; à l'est, dans la région mésopotamienne) nous a permis de mener des entretiens semi-directifs et de maintenir des contacts réguliers avec les personnes rencontrées. Sur la base des premiers résultats de cette étude [Guibert 2009a ; Grosso *et al.* 2010 ; Guibert *et al.* 2011]⁷ et

sans prétendre à l'exhaustivité, quatre grands types d'acteurs entrepreneuriaux peuvent être distingués : 1) la grande entreprise de gestion d'actifs (méga-entreprise en réseau) ; 2) l'association locale de gestion d'actifs (pool local) ; 3) le producteur capitalisé, familial ou entrepreneurial ; 4) le propriétaire d'un actif, qui se met à produire.

LA GRANDE ENTREPRISE DE GESTION D'ACTIFS

Avec à sa tête un gérant professionnel, qui entretenait déjà des relations avec le secteur agricole ou qui est ingénieur agronome, l'entreprise de gestion d'actifs opte clairement pour des économies d'échelle, peu ou très peu de coûts fixes et une rentabilité à court terme. Elle fait produire en sous-traitant. Elle a accès à l'information nécessaire pour capter les moyens financiers (en gérant fidéicomis et fonds d'investissement) et les terres à louer (qu'elle achète parfois). Cette méga-entreprise peut négocier et le prix des intrants et le coût des travaux agricoles et les conditions de commercialisation. C'est donc une association d'investisseurs rattachée aux professionnels de chaque item : ingénieurs agronomes, responsables financiers et commerciaux, assurances, marchés à terme. Elle peut travailler des milliers ou des dizaines de milliers d'hectares localisés dans plusieurs régions ou dans

6. Voir notamment C. Gras [2012], E. Errea *et al.* [2011], D. Hermelo et D. Reça [2010], M. Sili [2010], S. Grosso [2009] ; L. Clasadonte et P. Arbeletche [2008] et V. Hernández [2007 et 2008].

7. Voir aussi le rapport INTA-CRER, UTM, UNER de 2012 : « Cambios productivos y organizacionales en el sector agropecuario e implicancias territoriales ».

différents pays afin de réduire les risques (production, prix, climat) au gré des unités de production dont le programme de valorisation est piloté par un chef de culture (ingénieur agronome). D'ailleurs, le responsable de la méga-entreprise, gestionnaire des actifs, de l'information et des connaissances, peut être un ingénieur agronome auquel ses partenaires font confiance.

Les entreprises de gestion d'actifs agricoles les plus connues en ce début des années 2010 sont Cazenave & Asociados, El Tejar, MSU, qui, depuis l'Argentine, se sont implantées en Uruguay, au Paraguay et au Brésil. Par ailleurs, Los Grobo est une holding qui pratique l'intégration verticale et investit tout au long de la chaîne de valeur globale. Ses filiales sont ADP en Uruguay, Empresa Tierra Roja au Paraguay, Los Grobo Brasil (avec l'entreprise Ceagro) au Brésil. Cresud appartient à un groupe de sociétés qui se consacre à des opérations immobilières urbaines haut de gamme ; le groupe se consacre en outre à l'achat-vente de domaines agricoles pour réaliser des plus-values rapides. Citons également Adeco Agro, Ceres Tolvas, Perez Companc (filiale Garmet en Uruguay), Union Agricultural Group (en Uruguay), Pergam Finance (Campos orientales en Uruguay), Maera Capital Agri, etc. Quant à Calyx Agro Ltda (achat-vente de terres), elle travaille avec l'entreprise transnationale Louis Dreyfus et l'assureur AIG.

Que ce soient des pools avec peu d'actifs fixes (terres louées et sous-traitance des travaux agricoles) ou des investisseurs avec des logiques financières (achat-vente, opportunités d'affaires), leur point fort, dans tous les

cas, est la maîtrise de l'information [Ledesma 2007 ; Hernández 2008]. En règle générale, ils s'étendent horizontalement (dispersion des unités productives) et sont adeptes de l'innovation. Parfois, ils recherchent l'intégration verticale.

LE POOL LOCAL

Suivant le même principe, les premiers pools locaux sont nés du rapprochement entre des producteurs qui habitaient le même bourg ou la même région. Ce sont des voisins qui décident de réunir leurs terres et/ou leur matériel et/ou les tâches agricoles en captant des ressources financières de membres de la famille, d'acteurs économiques locaux (de la classe moyenne à la classe aisée) et de connaissances qui vivent en ville. Un réseau d'acteurs est ainsi constitué, qui, dans le contexte actuel d'expansion et de rentabilité de l'agriculture, soutient l'activité de producteurs qui désirent mieux gérer les ressources dont ils disposent.

LES PRODUCTEURS CAPITALISÉS

Les producteurs familiaux ou entrepreneuriaux, qui ont pu se maintenir grâce aux méthodes culturales simplifiées (comme le semis direct), travaillent leur propre exploitation. Ils louent des terres et sous-traitent parfois les travaux agricoles. La décision productive est toujours de leur responsabilité. La logique patrimoniale s'articule de plus en plus avec une logique entrepreneuriale d'économies d'échelle et d'accroissement de l'activité.

Certains peuvent louer des parcelles ou des exploitations loin de leur région d'origine. Ils

s'y rendent rarement, laissant au *contratista* qui a leur confiance le soin de gérer les assolements. Lorsque la région de délocalisation ne présente pas les mêmes caractéristiques agronomiques que leur région d'origine, ils choisissent un *contratista* local mais commercialisent les récoltes dans la région dans laquelle ils résident.

Cette catégorie est assez hétérogène : elle regroupe aussi bien les producteurs familiaux dont l'expansion répond à une stratégie de développement que ceux qui sont fragilisés du fait d'une mauvaise récolte ou de l'augmentation des coûts de production. Elle comprend également les grands propriétaires (*terratenientes*) qui intensifient la production végétale sur leur exploitation, très souvent au détriment de l'élevage bovin. La gestion plus entrepreneuriale de leur propriété passe par sa modernisation, la présence d'un chef de culture et de salariés formés, voire la sous-traitance de certains travaux. Les décisions sont du ressort du propriétaire : celui-ci peut être un membre de la famille, les autres étant actionnaires de la société créée à cet effet ; la propriété peut aussi appartenir à une société anonyme qui peut en gérer plusieurs, depuis la grande ville, au nom d'investisseurs qui ne sont pas du monde agricole.

Quoi qu'il en soit, la participation de ces producteurs à des groupes techniques d'information et de formation est le vecteur de la diffusion, sur leurs exploitations, d'innovations qu'ils adoptent d'autant plus facilement que leurs exploitations ont la taille requise et qu'elles s'y prêtent.

LE PROPRIÉTAIRE D'UN ACTIF, QUI SE MET À PRODUIRE

Le cas du propriétaire d'un actif est différent. Celui-ci peut être une coopérative locale, un fournisseur d'intrants et/ou de services (*agronomía*), ou encore un ingénieur agronome qui propose du conseil. Tous ces acteurs vont louer des terres pour mieux mettre à profit l'actif qu'ils contrôlent : la coopérative, en louant les terres de coopérateurs qui ont des dettes envers elle, utilise ses propres installations de stockage et ses réseaux de commercialisation ; l'agro-fournisseur utilise ses intrants et semences ; l'ingénieur agronome s'auto-conseille en l'occurrence.

En somme, en Argentine et en Uruguay, les modes d'organisation entrepreneuriale de la production agricole associent des acteurs divers dont l'intérêt est de valoriser la ressource et de réduire les coûts fixes afin d'optimiser le rendement de chaque actif à court terme. Des contrats unissent ces différents partenaires, le fonctionnement associatif révélant le rôle essentiel de chacun : le propriétaire fournit une ressource foncière convoitée et dont la valeur locative est stimulée par la forte demande, surtout dans les zones où s'implantent les méga-entreprises. Cependant le maintien de la fertilité des parcelles et de leur état peut être source de dilemme, tout comme les parcelles peu propices à l'exploitation en continu, peu accessibles ou trop petites peuvent trouver difficilement preneur lorsque la campagne agricole s'annonce tendue.

Les prestataires de services ont une grande responsabilité dans cette synergie, leur intervention étant soumise à une obligation de

résultats. L'acteur qui fait appel à eux (méga-entreprise, pool local, producteur en expansion) cherche donc à les fidéliser. Ces prestataires doivent amortir leurs investissements en matériel et leurs déplacements, et la concurrence est vive du fait de leur nombre et de la nécessité d'être à jour sur le plan technique. L'ingénieur agronome connaît aussi ce type de situation, où confiance et engagement sont recherchés. Quant aux investisseurs étrangers au secteur agricole et aux espaces productifs mais directement concernés par la réussite du projet, l'enjeu est tout aussi important pour eux, la logique financière appelant respect du compromis et résultats.

S'agissant des producteurs en expansion, la stratégie entrepreneuriale supplante souvent la stratégie patrimoniale classique, ce qui renouvelle l'approche de leur activité et de leur exploitation.

Bien entendu, ces structures associatives provoquent des transformations sociales et spatiales, avec des producteurs moins impliqués dans la vie quotidienne de leur exploitation, plus mobiles et présents de façon plus éphémère dans l'espace local car en déplacement de la ville, siège de la société, à l'unité de production, et ce parfois sur de longues distances [Guibert et Sili 2011]. Ces associations réunissent indirectement des points dans l'espace, selon des réseaux productifs et sociaux.

Territoire et réseau

Dans le Bassin du Río de la Plata, les acteurs et les observateurs parlent volontiers d'agriculture en réseau pour désigner les formes organisationnelles inédites précédemment

décrites. Sans vouloir véritablement entrer dans le détail de la dialectique entre « territoire » et « réseau », ces deux concepts peuvent cependant être interrogés pour proposer quelques éléments d'interprétation des impacts locaux de l'agriculture en réseau. Le triptyque territoire-territorialisation-territorialité peut être utile pour comprendre comment les réseaux productifs reposent sur les connexions locales et réticulaires d'acteurs globalisés, souvent étrangers à l'espace local, et comment se dessinent des espaces productifs assimilés à des réseaux de lieux.

La production géographique universitaire de ces trois dernières décennies différencie le territoire de l'espace, de la région et du milieu. Jacques Lévy et Michel Lussault [2003] considèrent que le territoire est à la fois informant et informé, signifiant et signifié, appropriant et approprié. Ils ajoutent qu'il « associe des lieux et leur donne un sens collectif ». Les deux géographes convoquent ici les trois figures spatiales de base : le lieu, qui va avec les notions de proximité et de distance nulle ; l'aire, qui va avec les notions de superficie et d'extension pleine ; et le réseau, sous-entendu le réseau de lieux, qui va avec les notions de distance et de circulation. L'idée de discontinuité est introduite, le lieu étant assimilable à une aire sans distance (un point), l'aire étant l'idéal-type du territoire (superficie).

De plus, le territoire peut être vu comme « une modalité possible de l'appropriation sur l'extension ; c'est une portion d'espace identifié, à la fois ressource et produit d'un processus d'identification et d'appropriation plus ou moins exclusive » [Debarbieux 2008]. Milton Santos, pour sa part, à propos de l'espace,

parlait d'un « système d'objets », d'un « système d'actions » et d'un « milieu technico-scientifico-informationnel » [1985 ; voir aussi Santos *et al.* 2002]. Ces deux définitions peuvent s'appliquer au concept de territoire tant les attributs repérés ici contiennent et sont contenus dans l'idée et l'organisation d'un territoire.

Par ailleurs, la territorialisation d'un groupe humain considérée comme « l'ensemble des activités humaines dans leur organisation et leur ordre permanent » [Ferrier 1998] permet que les acteurs construisent socialement l'aire de leur territoire [Lussault 2006]. Or, les relations d'inclusion/exclusion des acteurs et leurs intentionnalités à l'endroit de ce territoire [Raffestin 1986] déterminent la territorialité des habitants, cette territorialité étant entendue comme « la nécessité et l'ensemble des modalités de la relation des êtres humains à la Terre » [Debarbieux 2008], « avec toute la dimension culturelle et réglementaire qui accompagne leurs utilisations » [Ferrier 1998]. Enfin, selon Hervé Gumuchian et ses collègues [2003], étant donné ses références idéologiques, ses pratiques spatiales quotidiennes (déplacements, permanences), son discours et la justification de ses actions, l'acteur (soit le sujet en situation d'agir) crée sa territorialité. Comme l'acteur est au cœur des processus territoriaux, avec des compétences et des stratégies spatiales, c'est « l'acteur territorialisé » qui est à prendre en compte.

En conséquence, le territoire a à voir avec des processus sociaux, économiques et politiques « situés » dans l'espace et avec des acteurs territorialisés. L'activité agricole comme activité « située » qui utilise beaucoup d'espace physique (ressource terre) est une

dimension inévitable de l'identité des territoires ruraux, celle-ci renvoyant aux productions, aux savoirs locaux et aux représentations des populations, à leur façon de construire et d'utiliser les ressources naturelles, matérielles et immatérielles. Sont différenciés les systèmes productifs locaux à l'identité intrinsèquement construite [Carimentrand et Requier-Desjardins 2007 ; Rieutort 2009].

Avec les changements productifs, le remplacement d'un système par un autre ou l'adoption d'innovations, le système local, plus ou moins connecté globalement, et ses acteurs, entre dans un processus de déterritorialisation-reterritorialisation [Haesbaert 2004]. Des recombinaisons territoriales permanentes réordonnent et réarticulent. Les producteurs étant moins présents localement, leur reterritorialisation attribue de nouvelles fonctions à l'ensemble des facteurs : le mode de vie est différent (caractère temporaire et provisoire de l'habitat) ; la participation à la vie locale est moins prégnante ; l'espace local est perçu comme le lieu de la réunion des ressources productives et des flux d'information globalisés.

Ainsi, du fait d'une organisation plus externalisée de la production agricole, les acteurs des agricultures entrepreneuriales n'échangent pas, avec la même intensité et la même focalisation, « sur » et « pour » l'espace local. Dans les réseaux de lieux qu'ils animent, avec des lieux équivalents à des nœuds spatiaux (centres urbains, unités de production type parcelle ou exploitation, points de commercialisation), ces acteurs, plus mobiles, se lient de manière plus souple et plus fluide à davantage de lieux, ce qui suppose des liens moins solides, plus éphémères.

Bernard Debarbieux [2008] évoque « la territorialité élective » des acteurs, à ne pas confondre avec « la territorialité institutionnelle » (dans le cadre du territoire de l'État-nation ou de ceux des collectivités ou gouvernements locaux) et « la territorialité organique » (dans le cadre du territoire prémoderne d'une communauté qui privilégie le lieu). Ce qui suggère que les formes associatives de production agricole sont le fait d'acteurs qui déploient le premier type de territorialité ou « territorialité élective », l'élection du lieu et le réseau de lieux relevant de déterminants économiques. Autrement dit, si le politique est territoire, l'économique serait réseau.

Joe Painter [2009] a d'ailleurs proposé que, sur les quatre manières d'envisager la relation territoire-réseau, une consiste à dire que le territoire n'existe pas : ce serait un effet des réseaux et non le produit des relations en réseau. « Réseau » et « territoire » seraient les deux faces d'une même réalité, le territoire étant le côté tangible de quelque chose de fluide. Finalement, les acteurs vivraient des territorialités multiples qui produiraient et seraient le produit du territoire (aire) du réseau et des réseaux de territoires (lieu).

En outre, la technique et la rapidité du monde contemporain assure plus de flexibilité encore et conduit certains acteurs jusqu'à une « territorialité monde » [Haesbaert 2004 ; Saquet et Sposito 2009]. La globalisation des méthodes de production en agriculture – même si des spécificités locales atténuent la standardisation et l'homogénéité – est ainsi le fruit du comportement d'acteurs placés au centre de réseaux mondialisés qui captent informations et ressources.

Par conséquent, les agricultures entrepreneuriales observées dans les Pampas argentine et uruguayenne, et sur leurs marges, privilégient une organisation en réseau de leurs composantes : espaces productifs, acteurs, contrats, ressources (actifs). L'association, tels un pool local ou une grande entreprise de gestion d'actifs, peut être vue comme une « exploitation-firme » au sens où elle organise et où elle s'organise autour d'un « nœud de contrats » [Baudry et Dubrion 2009]. La relation avec l'espace local et l'inscription spatiale de l'agriculture sont modifiées dans leurs différentes dimensions. En effet, l'agriculture en réseau s'inscrit dans le processus contemporain d'expansion de la mise en culture des terres et en est un acteur dynamique. Ce processus représente l'étape actuelle des évolutions successives des systèmes productifs du Cône Sud, qui sont passés, en gros, de l'association agriculture-élevage à une production en continu, dont le soja est le principal vecteur.

Culture vedette du modèle agro-exportateur plus que jamais en vigueur, le soja questionne la diversité productive et l'identité des plaines sud-américaines, homogénéisant paysages, processus économiques et comportements des acteurs. Une « disqualification territoriale » semble s'opérer, qui s'exprime par des expressions populaires comme « océan de soja » ou « agriculture sans visage ».

Nous avons avancé l'hypothèse [Guibert et Bühler 2012] que l'organisation productive en réseau, articulant davantage le local et le global, semble définir une étape transitoire d'« a-territorialisation », qui va laisser place à une re-territorialisation de l'agriculture et des acteurs dont les caractéristiques restent à préciser. Si les espaces locaux sont le support

physique des activités, l'organisation sociale, économique et politique est profondément transformée en raison de la diminution du dynamisme local, de l'influence croissante des facteurs globaux et de l'effet d'archipel (espaces connectés, interstices déconsidérés). Avec moins d'inclusion sociospatiale et de proximité productive, plus de mobilité et d'éloignement des centres de décision, l'entrelacs des relations entre les acteurs et leurs différents espaces d'intervention interroge la localisation/délocalisation des bénéfices [Requier-Desjardins 2012] et la capacité des acteurs publics à en capter et à en redistribuer une partie.

Proximité/éloignement : les paramètres de l'extension, de la séparation et de la distance sont ici sollicités. Ils sont fondamentaux pour saisir la spatialité humaine, c'est-à-dire l'usage de l'espace par des habitants capables d'agir dans cet espace avec « performance » [Lussault 2006]. Tandis que mémoire, appropriation et régulation sont habituellement attribuées aux espaces investis par une société [Offner et Pumain eds. 1996], par exemple les espaces ruraux avec leurs habitants et leurs agriculteurs, la proximité territoriale tisserait les liens nécessaires à l'exercice de toute activité. Les réseaux d'acteurs réunis autour d'un projet de production agricole bouleversent ce schéma et jouent de proximités organisationnelles, professionnelles et techniques liées à des lieux sélectionnés.

Conclusion

L'objectif ici n'était pas d'appréhender, avec force chiffres et éléments tangibles, les évolutions récentes des secteurs agricoles argentin

et uruguayen, pas plus que la relation entre « agriculture familiale » et « agriculture entrepreneuriale ». Il s'agissait de mobiliser les notions de réseau et de territoire à la lumière du comportement, original en agriculture, d'acteurs intéressés par la valorisation de facteurs de production dont la mise en commun oblige à une plus grande efficacité.

En mettant en réseau des contrats, des espaces agricoles et des propriétaires d'actifs, les formes associatives de production agricole rencontrées en Argentine et en Uruguay distorsionnent les situations prévalant jusqu'ici. Dissocier « propriété de la terre » et « unité de production » ; différencier l'acteur qui prend les décisions de celui qui produit ; ne pas connaître l'acteur qui intervient sur la parcelle voisine : autant d'éléments de déstructuration de l'activité agricole, de dénaturation du métier et du statut du producteur.

L'externalisation de la production suscite de fait un éloignement entre le producteur et les terres de production, entre l'acteur et l'espace local. Les acteurs de ce type d'agro-business entretenant des liens en réseau avec des territoires distincts de ceux de la production agricole, les bénéfices perçus sont destinés à des espaces autres que les espaces locaux : urbains, régionaux, étrangers.

Axée sur la logique financière et le management, cette agriculture de firme interroge le devenir des espaces locaux soumis à des flux externes importants, sans possibilité de les contrôler ou d'agir sur eux. La tension entre le réseau productif et l'espace local est vive : elle agit sur la construction sociale et économique des espaces ruraux argentin et uruguayen.

Bibliographie

- Arbeletche, Pedro et Gonzalo Gutiérrez** — 2010, « Crecimiento de la agricultura en Uruguay : exclusión social o integración económica en redes », *Revista Pampa* 6 : 113-138.
- Barsky, Osvaldo et Juan Gelman** — 2009, *Historia del agro argentino. Desde la Conquista hasta fines del siglo X*. Buenos Aires, Grijalbo-Mondadori.
- Baudry, Bernard et Benjamin Dubrion** — 2009, *Analyses et transformations de la firme : une approche pluridisciplinaire*. Paris, La Découverte, « Recherche ».
- Bisang, Roberto, Guillermo Anlló et Mercedes Campi** — 2008, « Una revolución (no tan) silenciosa. Claves para repensar el agro en Argentina », *Desarrollo económico* 48 : 165-207. — 2009, « Cadenas de valor en la agroindustria », in B. Kosacoff et R. Mercado eds., *La Argentina ante la nueva internacionalización de la producción. Crisis y oportunidades*. Buenos Aires, Cepal-Pnud : 217-276. — 2010, « Organización del agro. La transición de un modelo de integración vertical a las redes de producción agrícola », in L. Reca, D. Lema et C. Food eds., *El crecimiento de la agricultura argentina. Medio siglo de logros y desafíos*. Buenos Aires, FAUBA : 231-254.
- Bühler, Ève Anne, Martine Guibert et Denis Requier-Desjardins** — 2012, « Agricultures d'entreprise : définitions et questionnements à partir des réalités sud-américaines ». Communication présentée lors des 6^e Journées de recherche en sciences sociales INRA-SFER-CIRAD (Toulouse, 13 et 14 décembre) (à paraître).
- Carimentrand, Aurélie et Denis Requier-Desjardins** — 2007, « Processus de qualification et structuration des filières agro-alimentaires : quels impacts sur le développement rural en Amérique latine ? », *Cahiers des Amériques latines* 54-55 : 31-51.
- Clasadonte, Laura et Pedro Arbeletche** — 2010, « Empresas en red : otra agricultura se instala en América del Sur ». Communication présentée au 6^e Congrès du CEISAL, Université de Toulouse-Le Mirail (30 juin-3 juillet).
- Cloquell, Silvia** — 2007, *El fin de la historia en el inicio de una nueva agricultura*. Buenos Aires, Homo Sapiens.
- Colin, Jean-Philippe** — 2013, *Marchés fonciers et concentration foncière. La configuration de la « tenure inversée »* (reverse tenancy) (*Les Cahiers du Pôle foncier* 3), 32 p.
- Couderc, Jean-Pierre, Alain Falque, Jean-Louis Rastoin et Hervé Remaud** — 2002, « Les configurations stratégiques de la petite entreprise agro-alimentaire ». Communication présentée à la XI^e Conférence de l'AIMS, Paris, ESCP-EAP (5, 6 et 7 juin).
- Debarbieux, Bernard** — 2008, « A-t-on vraiment besoin du concept de territorialité ? » *GEODOC* 55 : 19-33.
- Elías, Denise** — 2003, *Globalização e agricultura*. São Paulo, Edusp.
- Errea, Eduardo, Juan Peyrou, Joaquín Secco et Gonzalo Souto** — 2011, *Transformaciones en el agro uruguayo. Nuevas instituciones y modelos de organización empresarial*. Montevideo, Universidad católica.
- Ferrier, Jean-Paul** — 1998, *Le contrat géographique ou l'habitation durable des territoires*. Paris, Payot.
- Gereffi, Gary, John Humphrey et Timothy Sturgeon** — 2005, « The Governance of Global Value Chains », *Review of International Political Economy* 12 (1) : 78-104.
- Goldberg, Ray** — 1968, « Agribusiness Coordination : A System's Approach to the Wheat, Soybean and Florida Orange Economics ». Thèse, Harvard University.
- Gras, Carla** — 2012, « La agricultura empresarial en Argentina : genealogía y configuración actual ». Communication présentée au Congrès international des Américanistes (Vienne, 17 juillet).
- Gras, Carla et Karina Bidaseca eds.** — 2010, *El mundo chacarero en tiempos de cambio. Herencia, territorio e identidad en los pueblos sojeros*. Buenos Aires, Ciccus.
- Gras, Carla et Valeria Hernández eds.** — 2009, *La agricultura rural. De la agricultura familiar a los agro-negocios*. Buenos Aires, Biblos Sociedad.
- Grosso, Susana** — 2009, « Les pools de culture : diversité des combinaisons financières et productives », *DÉMÉTER* 2010, Club Déméter, Paris, Armand Colin : 223-254.

Grosso, Susana, María Eva Bellini, Laura Qüesta, Martine Guibert, Silvia Lauxman et Fabiana Rotondi — 2010, « Impactos de los “pools de siembra” en la estructura social agraria. Una aproximación a las transformaciones en los espacios centrales de la Provincia de Santa Fe, Argentina », *Revue de estudios regionales y mercado del trabajo* 6 : 115-138.

Guibert, Martine — 2009a, « La nouvelle agriculture argentine : entre innovations et incertitudes », *DÉMETER* 2010, Club Déméter, Paris, Armand Colin : 143-180. — 2009b, « Soja sans frontières : vers une spécialisation productive du Bassin du Río de la Plata ? », in M. Guibert, S. Carrizo, P. Ligrone, B. Mallard et G. Uribe eds., *Le Bassin du Río de la Plata : intégration régionale et développement local*. Toulouse, Presses universitaires du Mirail, « Hespérides Amérique » : 431-444.

Guibert, Martine et Marcelo Sili — 2011, « Argentine : expansion agricole et dévitalisation rurale », in Y. Jean et M. Guibert eds., *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*. Paris, Colin, « U » : 338-351.

Guibert, Martine, Marcelo Sili, Pedro Arbeletche, Diego Piñeiro et Susana Grosso — 2011, « Les nouvelles formes d'agricultures entrepreneuriales en Argentine et en Uruguay », *Économies et Sociétés* 33 : 1813-1831.

Guibert, Martine, Susana Grosso, Pedro Arbeletche et María Eva Bellini — 2011, « De Argentina a Uruguay : espacios y actores en una nueva lógica de producción agrícola », *Revista Pampa* 7 : 13-38.

Guibert, Martine et Ève Anne Bühler — 2012, « Dimensions espaciales y relación con la tierra de las nuevas formas de agricultura empresarial en los países del Mercosur ». Communication présentée au Congrès international des Américanistes (Vienne, 17 juillet).

Gumuchian, Hervé, Éric Grasset, Romain Lajarge et Emmanuel Roux — 2003, *Les acteurs, ces oubliés du territoire*. Paris, Éditions Economica.

Gutman, Graciela, Roberto Bisang, Pablo Lavarello, Mercedes Campiet Verónica Robert — 2006, « Les mutations agricoles et agroalimentaires argentines des années 1990 : libéralisation, changement technologique, firmes multinationales », *Région et Développement* 23 : 215-254.

Haesbaert, Rogerio — 2004, *O mito da desterritorialização*. Rio de Janeiro, Bertrand Brasil.

Hermelo, Diaz et Lucio Rea — 2010, « Asociaciones productivas (APs) en la agricultura : una respuesta dinámica a fallas de mercado y al cambio tecnológico », in L.G. Rea, D. Lema et C. Food eds., *El crecimiento de la agricultura argentina. Medio siglo de logros y desafío*. Buenos Aires, FAUBA : 207-229.

Hernández, Valeria — 2007, « Entrepreneurs “sans terre” et “pasteurs de la connaissance” : une nouvelle bourgeoisie rurale ? », in V. Hernández, P. Ould-Ahmed, J. Papail et P. Phélinas eds., *Turbulences monétaires et sociales. L'Amérique latine dans une perspective comparée*. Paris, L'Harmattan : 209-257. — 2008, « El fenómeno económico del boom de la soja y el empresariado innovador », *Desarrollo económico* 47 (187) : 331-365.

Herzog, Mirta — 2009, *El fideicomiso y el agro. Aspectos tributarios y aspectos contables*. Buenos Aires, Librería Ed. O.D. Buyatti.

Ledesma, Manuel Alvarado — 2007, *Agronegocios. Empresa e emprendimiento*. Buenos Aires, El Ateneo (2^e éd.).

Lévy, Jacques et Michel Lussault — 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin.

Lussault, Michel — 2006, *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*. Paris, Le Seuil.

Martinelli, Guillermo de — 2008, « Pools de siembra y contratistas de labores. Nuevos y viejos actores sociales en la expansión productiva pampeana reciente », in J. Balsa, G. Mateo et M.S. Ospital eds., *Pasado, presente y futuro en el agro argentino*. Buenos Aires, Ed. Lumière : 547-570.

Offner, Jean-Marie et Denise Pumain eds. — 1996, *Réseaux et territoires. Significations croisées*. Paris, Éditions de l'Aube.

Painter, Joe — 2009, « Territorio y red : una falsa dicotomía ? », in M. Vanier et al. eds., *Territorios, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives*. Rennes, Presses universitaires de Rennes : 57-66.

Piñeiro, Martín et Federico Villareal — 2005, « Modernización agrícola y nuevos actores sociales », *Ciencia Hoy* 15 (87) : 32-36.

Posada, Marcelo et Mariano Martínez de Ibarreta — 1998, « Capital financiero y producción agrícola : los pools de siembra en la región pampeana », *Realidad económica* 153 : 112-135.

Raffestin, Claude — 1986, « Ecogenèse territoriale et territorialité », in R. Brunet et F. Auriac eds., *Espaces, jeux et enjeux*. Paris, Fayard-Fondation Diderot : 172-185.

Rastoin, Jean-Louis et Gérard Gherzi — 2010, *Le système alimentaire mondial. Concepts et méthodes, analyses et dynamiques*. Paris, Éditions Quae.

Reboratti, Carlos — 2005, « Efectos sociales de la agricultura en el campo », *Ciencia hoy* 15 (87) : 52-65.

Reca, Lucio, Daniel Lema et Carlos Food eds. — 2010, *El crecimiento de la agricultura argentina. Medio siglo de logros y desafíos*. Buenos Aires, FAUBA.

Requier-Desjardins, Denis — 2012, « El impacto territorial de la agricultura empresarial en América latina : un enfoque residencial ». Communication présentée au Congrès international des Américanistes (Vienne, 17 juillet).

Résumé

Martine Guibert, *Les formes associatives de production agricole en Argentine et en Uruguay : entre territoire et réseau ?*

En Argentine et en Uruguay, à côté des agricultures de type familial se développent des formes associatives de production qui réunissent les ressources (foncier, moyens financiers, sous-traitance, conseil agronomique) nécessaires à toute campagne agricole. La gestion fine de ces actifs, confiés par leurs propriétaires à l'association, repose sur une organisation en réseau et sur la prédominance de logiques d'efficacité financière. Les acteurs de ces formes associatives, mais aussi les producteurs capitalisés déjà établis, qui louent des terres à proximité ou à distance de leurs exploitations, ont des pratiques qui modifient leur relation aux espaces ruraux et au foncier. Ainsi une agriculture entrepreneuriale différente émerge, qui atteste un ancrage territorial local évolutif, des liens renforcés avec les centres urbains et un certain détachement vis-à-vis de l'activité agricole à proprement parler.

Mots clés

Argentine, Uruguay, agriculture entrepreneuriale, réseau, territorialité

Rieutort, Laurent — 2009, « Dynamiques rurales françaises et re-territorialisation de l'agriculture », *L'information géographique* 1 : 30-48.

Santos, Milton — 1985, *Espaço e método*. São Paulo, Nobel.

Santos, Milton, María Adélia Souza et María Laura Silveira eds. — 2002 *Território : globalização e fragmentação*. São Paulo, Hucitec/ANPUR (5^e ed.).

Saquet, Marcos Aurelio et Eliseu Savério Sposito — 2009, *Territórios e territorialidades. Teorias, processos e conflitos*. São Paulo, Expressão popular, « Geografia em movimento ».

Sili, Marcelo — 2010, « Dinámica y expansión de las nuevas modalidades de agro-negocios e inversiones agropecuarias en el Mercosur ampliado y países vecinos ». Rapport pour la Coprofam, Buenos Aires, 81 p.

Abstract

Martine Guibert, *Cooperative Farming and Agriculture in Argentina and Uruguay: at the Crossroads of Territories and Networks*

Although traditional family farming remains common, the agricultural sectors of Argentina and Uruguay have changed significantly in recent years, largely as a result of the emergence of a new form of cooperative farming incorporating all the resources needed for agricultural production (i.e. land resources, financial resources, subcontracting, and agronomic consulting). Under the new system, land owners entrust the management of their assets to a network-based cooperative association as part of an emphasis on financial performance. The practices of the key actors involved in developing and promoting cooperative farming, but also the established capitalized farmers who rent land near their farms or further afield, have had an impact on their relationship to the land. As a result of these developments, a new form of entrepreneurial agriculture has emerged that illustrates the changing face of territorial embeddedness, as well as the increasingly close relationship between agriculture and urban centers and the increasing detachment from agricultural activity per se.

Keywords

Argentina, Uruguay, entrepreneurial agriculture, network, territoriality